

Franz Schultheis

ENS Paris

27.3.2015

Séminaire de recherche Raisons d'agir

La construction des représentations collectives des inégalités: une comparaison France – Allemagne.

Comme tout autre objet sociologique, les „inégalités sociales“ n'existent pas comme „telles“ dans une quelconque objectivité sociale irréductible, dont la science sociale n'aurait à faire qu'un constat positif et neutre. Tout au contraire, cet objet est enjeu d'une construction collective dont les logiques et les formes varient d'une époque et d'un contexte culturel à l'autre de façon considérable.

Parler d'un monde social en terme d'„inégalités sociales“ et faire de ce concept un mode d'auto-représentation et d'auto-thématisation légitime, courant et peut-être même évident d'une société donnée nécessite la mise en place de tout un ensemble de discours à travers lesquels des situations de fait (disparités dans la distribution de biens etc.) se trouve interrogées, problématisées et scandalisées.

Un tel processus de thématization, de problématisation et de scandalisation de rapports sociaux est certes une affaire publique et dans certaines limites accessible pour tous les membres d'une société donnée, mais il va de soi qu'il trouve des porte-paroles privilégiés et des acteurs légitimes sous forme d'„experts professionnels de la réalité sociale“ détenant de façon plus ou moins prononcée un „monopole de représentation légitime du monde social“ tout en se trouvant dans une situation de concurrence permanente autour de ce monopole de définition légitime des réalités sociales.

Tandis que dans les sociétés pré-modernes, ce champ de travail de représentation et de construction du monde social était très largement investi et contrôlé par les gestionnaires des biens de salut, ce sont les acteurs professionnels du champ scientifique ou des acteurs légitimés par une qualification scientifique qui deviennent à l'époque de la modernité les architectes prioritaires du monde social.

C'est l'Etat moderne qui est très largement le garant de cette élite particulière, dont il sanctionne les compétences et la crédibilité (voir les „Bildungsdiplommenschen“¹ dont parle Weber), à qui il offre les titres, les postes et les crédits nécessaires pour faire leur travail d'expertise et dans certaines cas comme celui de la statistique publique, en fait une science de l'Etat par excellence comme le reflète si bien l'affinité des mots allemands „Staat“ (Etat) et „Statistik“ (statistique) sur le plan ethymologique.

Les structures du champ de construction et de représentation de la réalité sociale et les formes de division de travail entre les différents types d'acteurs professionnels qui le caractérisent sont elles mêmes des faits socio-historiques d'une grande variabilité interculturelle. Selon les contextes culturels donnés, l'observateur peut se trouver face à des champs plus ou moins anciens, plus ou moins autonomes et cohérents et plus ou moins centralisés et homogènes. Même dans deux sociétés très proches selon tous les paramètres socio-économiques et politiques telles que la France et l'Allemagne, ces divergences socio-historiquement posées peuvent être considérable et en même temps difficilement communicables, étant donné que les „mots pour le dire“, les concepts utilisés dans les deux contextes sont directement

¹ Expression ironique qui voit la caractéristique-clé de l'homme des classes moyennes modernes dans le diplôme scolaire dont il dispose

enracinés dans les deux traditions scientifiques et les deux „grammaires sociétales“ ou „sémantiques du monde social“ respectives leur allant de pair.

Afin de mieux élucider ce problème épistémologique de taille, rappelons que d'autres discours sur la réalité peuvent avoir une variabilité interculturelle analogue. Pensons par exemple aux divergences franco-allemandes dans la représentation et l'évaluation des risques démographiques ou des problèmes écologiques. Tandis que la France avait au début des années 1980 le taux de natalité le plus haut en Europe de l'Ouest et l'Allemagne de l'Ouest le taux le plus faible, on parlait de crise démographique du côté ouest du Rhin et montrait une indifférence totale du côté est. La même forme de contextualité de la représentation des risques et des problèmes constituant un enjeu collectif important se manifestait autour de l'accident de Tschernobyl et dans tous les rapports socio-psychologiques à l'énergie atomique des deux côtés du Rhin. Le jour de la catastrophe de Tschernobyl l'observateur sociologique se trouvait face à une hystérie collective à Fribourg en Brisgau et face à un „business like usual“ et une indifférence quasi-totale à Colmar, donc 50 km plus loin.

Même si tout donne à penser que l'on a affaire à des réalités positives et objectives tels que le taux de naissance ou la radiation clairement mesurables et chiffrables selon les règles de l'art scientifiques, et que normalement les réactions face à de telles données devraient être les mêmes, la comparaison interculturelle nous montre que ceci n'est pas le cas et que les „chiffres“ (les données) se trouvent toujours encadrés par des „lettres“ (significations culturelles), par des discours qui leur donnent tel ou tel autre statut et importance. C'est la même chose en ce qui concerne l'écologie sociale et le thème des inégalités sociales. Jusqu'à nos jours, les formes d'auto-réflexion et d'auto-thématisation sociologiques caractéristiques de nos sociétés modernes respectives s'inscrivent dans des traditions largement cloisonnées dont les codes particuliers forment des systèmes auto-référentiels apparemment évidents pour tous ceux qui partagent un tel champ national de représentation du monde social donné, tandis que l'observateur étranger se trouve face à des problèmes de compréhension, de traduction et de communication difficiles à surmonter.

Autrement dit, la prétention universaliste des sciences sociales modernes se trouve en contradiction claire et nette avec le caractère socio-historique et donc „particulier“ de leurs pratiques réelles qui s'inscrivent toujours très largement dans des traditions nationales et se servent des catégories nationales de représentation et de thématization du monde social.

Rappelons en passant, que ces traditions peuvent même s'inscrire, comme l'a si bien montré Elias, dans une histoire de longue durée et s'avérer d'une inertie historique remarquable. Si le mot allemand de „Zivilisation“ n'est guère identique à son (faux!) pendant français „civilisation“ sur le plan des connotations sémantiques respectives la même chose est vraie, comme l'a bien souligné Durkheim dans sa critique de Tönnies, pour la notion de société et tout donne à penser que les particularités nationales des deux discours sur le monde social se laissent aussi identifier dans le contexte visé par le séminaire de la MIRE, à savoir le champ des représentations des inégalités sociales.

Dans un premier temps, il s'agit donc de rappeler rapidement quelques-unes des particularités allemandes du mode de thématization et de représentation du monde social. Ensuite, nous essayerons de resituer ces spécificités dans le champ du travail de représentation du monde social dont elles font partie et des les analyser dans le contexte de la division de travail de représentation entre de différents groupes d'experts du monde social. Il s'agira donc d'esquisser une sorte de sociologie de la sociologie allemande, se servant de son Alter ego français comme d'une sorte de toile de fond contrastée allant plus ou moins de soi, étant donné qu'elle sera présente chez les auditeurs de façon spontanée sous forme de schèmes de pensée habituels.

Le discours „main-stream“ de la représentation sociologique du monde social Outre-Rhin

Si l'on voulait mettre à jour l'analyse du vocabulaire des institutions indo-européennes entamée par Benveniste, on ferait bien de s'intéresser de près au vocabulaire utilisé pour parler du monde social. Dans le contexte allemand d'après guerre, l'observateur étranger pourrait par-là établir une sorte de glossaire des concepts sociologiques courants depuis le milieu des années 1980, dont on présente ci-dessous un petit échantillon sommaire:

- individualisation des modes de vie (**Beck**)
- effet d'ascenseur et le déclin des inégalités hiérarchiques (**Beck**)
- destructuration (Hradil)
- groupes de style de vie (Lüdtke)
- société de classe déstructurée (Berger)
- milieux socio-politiques (Vester)
- nouveau juste milieu (Geissler)
- société du spectaculaire (Schulze)
- milieux de style de vie (Becker)
- inégalités horizontales (Hradil)
- inégalités sociales existantes, mais de plus en plus invisibles (**Beck**)
- société „multi-optionnelle“ (Gross)
- différenciation horizontale des conditions et des styles de vie (Sinus)
- les clientèles de l'Etat providence comme catégories-clé de la structure sociale (Lepsius)
- caractère épisodique des situations socio-économiques hétérogènes dans les trajectoires biographiques (Leibfried/Leisering)
- etc. etc.

On constatera donc très vite, que l'„orchestre sociologique“ allemand „main stream“ produit une belle cacophonie en ce qui concerne le discours sur la structure sociale et le vocabulaire utilisé. Si on cherche, au-delà de cette hétérogénéité exotique et opaque qui saute aux yeux une sorte de dénominateur sémantique commun à ces concepts qui circulent dans le monde des sciences sociales en Allemagne depuis une quinzaine d'années, celui-ci semble se présenter sous la forme suivante:

-il y a un large consensus dans la communauté scientifique allemande autour de l'idée, que les concepts „classes“ ou „couches sociales“ sont depuis un bon moment dépassés par les événements historiques.

-même si les disparités des conditions de vie matérielles et les inégalités des modes de vie symboliques existent toujours (tout le monde est à peu près d'accord là dessus!), celles-ci sont de moins en moins „visibles“ et ne font plus partie des représentations collectives prioritaires du monde social.

-ceci est dû en grande partie par une augmentation considérable du niveau de vie de la grande majorité des Allemands. Étant donné que tout un chacun participe au moins de façon modeste au bien-être de la société de consommation et y trouve une large panoplie de symboles communs pour la stylisation de son mode de vie, les modes de vie deviennent de plus en plus enjeux d'une individualisation à base de choix subjectifs (le fameux „goût“ individuel) et l'ordre symbolique se trouve de plus en plus déstructuré grâce au déclin de la force structurante de l'origine et l'appartenance sociale.

-dans d'autres pays, tels que la Grande-Bretagne ou la France, la situation est, selon un large consensus parmi les sociologues allemands, bien différente. Les inégalités moins visibles (ou: moins clairement représentées!) Outre-Rhin y trouveraient, comme le souligne bien Ulrich Beck, le sociologue allemand contemporain le plus lu dans son pays (quoique presque inconnu en France, ce qui pourrait servir comme un bon révélateur des cloisonnements toujours existants entre nos deux communautés scientifiques), une évidence beaucoup plus

grande: étant plus „visibles“, on en parlerait forcément beaucoup plus! Et en effet, l'observateur français se déplaçant en Allemagne en s'intéressant à la place que l'on accorde au thème des inégalités sociales dans les discours publics de toutes sortes – des débats parlementaires aux mass media- va vite constater, que cette question ne mérite guère un grand intérêt et n'occupe que très peu de place dans les représentations quotidiennes du monde social.

A notre avis, on trouvera une bonne illustration des différences interculturelles esquissées quand on regarde de près les publications de la Statistique publique en France et en Allemagne. Si on compare „Données Sociales“ à son homologue allemand dit „Datenreport“, on constate très vite que „Données Sociales“ trouve dans le thème des inégalités sociales un élément-clé, sinon le leitmotiv par excellence, tandis que „Datenreport“ se présente comme un pot-pourri sans principe de structuration sociologiquement pertinent et ne nous apprend donc presque rien sur la question des inégalités sociales.

De même, l'observateur constatera très vite que les discours familiers sur des inégalités telles que l'accès différentiel au capital scolaire et au système d'enseignement selon l'origine sociale qui jouent un rôle si important dans la vie quotidienne en France sont presque inexistantes Outre-Rhin. Mais le thème des inégalités sociales n'est pas seul à se trouver largement négligé et marginalisé côté allemand. La même chose est vraie pour la question de l'exclusion sociale et de la pauvreté lui étant étroitement interliée. Depuis plusieurs décennies déjà, les sondages internationaux en matière de „pauvreté“ montrent clairement, que les allemands se distinguent nettement de leurs voisins sur le plan de la représentation et de l'interprétation du phénomène de la pauvreté. Non seulement, les Allemands ont une tendance très poussée à expliquer la pauvreté par des facteurs individuels tels que la motivation défaillante des personnes touchées, mais en plus on se montre particulièrement prédisposé à penser que le phénomène de la pauvreté s'y trouve en voie de disparition. Par-là, le sens commun allemand semble rejoindre celui des hommes politiques.

Rappelons en passant que le gouvernement allemand avait d'abord refusé de participer au programme européen dit „Pauvreté III“ en soulignant que ce phénomène ne concernerait pas la société allemande et avançait que la seule forme de pauvreté encore repérable Outre-Rhin était bien celle dite „bekämpfte Armut“, ce qui se traduit à peu près par „pauvreté résolue“ ou „pauvreté maîtrisée“(voir de plus près: Schultheis, F. et Paugam, S. 1997)

Il y a peu de temps, l'ancien gouvernement allemand, en pleine campagne électorale, s'est très vivement opposé à un rapport sur la situation matérielle des enfants et de jeunes en Allemagne fait par une commission scientifique pourtant mise en place par ce même gouvernement.

Terminé quelques semaines avant les élections, le gouvernement allemand a tout essayé pour empêcher la publication de ce rapport et au moment où les experts en livraient néanmoins l'essentiel aux masse-medias, le ministre responsable a pris position de façon violente en accusant les experts scientifiques de se servir du concept complètement déplacé et obsolète de „pauvreté“ lequel ne recouvrirait plus aucune réalité empirique dans la société allemande.²

Bref: les discours autour de l'inégalité sociale et autour du phénomène de la pauvreté, qui par leur nature même sont étroitement interliés, prennent dans le contexte allemand une allure homologue et analogue: on les (re)présente souvent comme des concepts inadéquats pour la description de la réalité sociale contemporaine.

L'observateur se trouve donc de nouveau devant un miracle allemand. Quoi faire d'un tel mystère sociologique?

Est-ce que c'est vrai que les inégalités sociales sont moins visibles du côté droit du Rhin?

Si l'on confronte les discours main-stream de la sociologie allemande avec le domaine du marketing et de l'analyse de marché, qui constituent souvent une sorte de vulgarisation et une

² voir de plus près: Hanesch, W.: Sozialpolitische Strategie gegen Armut, In: Schmitthenner, H. et Urban, H.-J. (Ed.): Sozialstaat als Reformprojekt, Hamburg, VSA, 1999, p.101.

mise en pratique simplifiée et euphémisée des sciences sociales proprement dites, on arrive de façon paradoxale à un renversement des rôles. Tandis que la sociologie allemande contemporaine tourne le dos à l'analyse classique de la structure sociale en termes de hiérarchie, de stratification et de différenciation verticale du monde social, l'analyse de marché allemande quant à elle occupe ce terrain délaissé par les experts universitaires de la réalité sociale et offre à l'observateur toute une multitude d'illustrations des inégalités sociales les plus diverses – du comportement électoral selon l'appartenance à tel ou tel autre milieu social aux préférences concernant les loisirs et les lieux de vacances jusqu'au goût esthétique concernant l'intérieur et le mobilier qui contredisent visiblement l'idée des inégalités sociales „invisibles“ avancée par Ulrich Beck (1986). Néanmoins, la portée de telles analyses, dont certaines semblent directement sortir des „Données Sociales“ françaises reste très limitée: les acteurs de l'analyse de marché ont une légitimité scientifique très faible et manquent même de reconnaissance de la part des économistes. Souvent on a affaire à des homo academicus „defroqués“, ayant quitté le champ universitaire en manque de postes pour vendre leurs compétences dans un champ proche du champ économique et se trouvant dans une situation doublement délégitimée et stigmatisante: les économistes „purs“ les boudent, voyant dans ce type de recherche un reflet de la sociologie en tant que science molle et superficielle, les sociologues universitaires, quant à eux, les traitent comme des scientifiques déçus et corrompus, vendant les outils critiques des sciences sociales au capital économique en les transformant en instruments de domination et de manipulation économiques. De tels stigmates font que les produits de ces spécialistes illégitimes du monde social sont généralement ignorés par les sociologues universitaires, un groupe de chercheurs de l'Université de Hanovre sous la direction de Michael Vester (1993) faisant néanmoins exception. Ils ont emprunté de modèle d'analyse socio-structurale élaboré par SINUS (1992) et transformé cet instrument de marketing en instrument de recherche sociologique pertinent. Mais même si cet instrument a d'ores et déjà fait ses preuves dans les travaux du groupe de Hanovre, il souffre toujours d'un manque de reconnaissance scientifique et sociale, manque dû au caractère arbitraire et aléatoire des nomenclatures et des taxinomies utilisées. En attachant aux catégories sociales identifiées de façon pertinente à travers leurs multiples recherches des étiquettes certes très inventives, sinon fantaisistes sans fondement dans le discours public et sans légitimation juridico-politique (pour la thématisation du contexte français on se sert de catégories telles que „les post-modernistes“, les „oubliés“, les „managers modernes“ ou les „rebelles hédonistes“ et autres étiquettes farfelues) ces acteurs du champ de représentation du monde social désavouent d'avance leurs produits comme étant dictés par l'esprit et le goût du temps et soumis à des modes esthétiques. Aucune des classifications du monde social en usage dans le champ allemand de la représentation de la structure sociale ne peut donc prétendre à un statut de reconnaissance sociale et un consensus à l'intérieur de la communauté scientifique autour d'une taxinomie sociale ne semble guère envisageable et il s'agit donc de s'interroger autour des conditions de possibilité socio-historiques des particularités nationales décrites ci-dessus pour parvenir à une sorte de sociologie de la sociologie allemande contemporaine. Comme l'a bien souligné Max Weber, la reconstruction socio-historique d'une telle particularité sociale est bien le seul moyen heuristique disponible pour comprendre sa signification culturelle et sa raison d'être sociale. Essayons donc rapidement de poursuivre quelques pistes d'une telle reconstruction socio-génétique de notre objet. En partant de l'hypothèse du „Sonderweg“ pris par le processus de modernisation en Allemagne et en se servant de la reconstruction socio-génétique de l'opposition entre culture et civilisation comme formes d'auto-thématisation des sociétés occidentales élaborée par Norbert Elias, l'on pourrait souligner tout d'abord les prédispositions idéologiques allemandes pour des attitudes anti-modernistes et anti-individualistes. Ancrées dans un ressentiment

social produit d'abord auprès d'une bourgeoisie politiquement impuissante face à une „bonne société“, chasse-gardée d'une noblesse de province très élitiste et exclusive, l'idéologie allemande oppose dès le milieu du 18e siècle un culte romantique de l'authenticité et de spiritualité aux formes de distinction et de domination symboliques (savoir-vivre civilisé, étiquette de la société de cour, vie élégante). Les „Bildungsbürger“ allemands, donc les membres de la bourgeoisie disposant principalement d'un capital scolaire et culturel, se mettent à la recherche de leur émancipation sociale et politique en réclamant la reconnaissance des valeurs personnelles et d'une noblesse d'esprit et en propageant une vision holiste de la réalité sociale, dans laquelle le „peuple“ et sa forme politique dite „communauté“ précéderaient la „société“ s'avereraient supérieures. Autrement dit, une sorte de mauvaise foi collective et de mensonge social semblent donc s'raciner Outre-Rhin dans une histoire de longue durée d'une grande inertie. L'anti-modernisme allemand accompagne dès le 18e siècle une nostalgie collective et le mythe du paradis perdu d'une communauté authentique sans clivages et sans antagonismes sociaux, prototype historique du mythe de la „nivellierte Mittelstandsgesellschaft“ („société nivellée de classes moyennes“, notion due à H. Schelsky) de l'Allemagne d'après-guerre.

Puis, il faut rappeler avec Max Weber que l'Allemagne n'a jamais connu de „bonne société“ et que l'on ne trouve pas de tradition proprement allemande de distinction sociale. En effet, la noblesse allemande souffrait depuis l'époque des guerres de religion d'une médiocrité matérielle et symbolique d'autant plus stigmatisante que la société de cour française avait vécu une ascension rapide et devenait le modèle universel de civilité et d'élégance pour toute l'Europe, plus mal que bien imité par les petites principautés allemandes qui n'ont jamais pu et su produire une belle forme et un style de vie élitiste propres, aptes à gagner une reconnaissance unanime et donc se généraliser successivement dans toutes les classes sociales. Cette absence d'un modèle de distinction sociale et d'un habitus d'élite critiquée déjà par Nietzsche et dont Max Weber se moque de façon sarcastique, renforce les effets de la mauvaise foi collective et l'impact d'un modèle de pensée et de légitimation collectivement partagée selon laquelle les inégalités intra-sociétales ne seraient qu'une qualité négligeable par rapport aux divergences „essentielles“ entre le particularisme du peuple allemand d'un côté et l'universalisme des civilisations occidentales de l'autre. Tout se fait comme si ce „Sonderweg“ allait se prolonger et se confirmer sans détours au XIXe siècle dans ce que Marx appelait très justement l'„idéologie allemande“, basée sur un „anachronisme historique“ très particulier. Face à son impuissance politique et une noblesse protégée par un Etat autoritaire, la bourgeoisie allemande développe un habitus de classe basé sur la négation de son propre rôle historique en tant que classe dominante et se donne l'air philistin (Marx) d'une classe moyenne. Manque de bourgeoisie digne de ce nom les rapports de classe et la question des inégalités sociales ne se manifestaient Outre-Rhin que de façon voilée et euphémisée et l'absence d'une conscience de classe élitiste chez la bourgeoisie allemande semble se retraduire par un manque de visibilité et donc d'un nivellement des représentations des structures sociales dans leur globalité.

Ce mythe collectif d'une grande inertie historique trouvera après la chute du „III.Reich“ une nouvelle variante, à savoir celle d'un recommencement absolu et pur tel qu'un phénix renaissant de ses cendres après une catharsis collective douloureuse. Dans les années d'après-guerre, le mot de „pauvreté du peuple“ servira comme mot-clé du discours politique allemand et accompagnera l'idée d'un départ à zéro collectif et d'un miracle allemand (Wirtschaftswunder) produit par un peuple unifié et homogène, sans clivages et sans inégalités sociales notables. Ce refoulement social facilité par le traumatisme historique et l'idée d'une culpabilité collective allait ensuite trouver sa consécration scientifique dans le théorème de la „société des couches moyennes nivelée“, mythe fondateur du discours allemand sur les inégalités sociales esquissé plus haut.

Mais autant les pistes théoriques de la démarche reconstructive et compréhensive esquissées ci-dessus paraissent intéressantes et pertinentes, autant elles risquent de passer à côté de l'essentiel. Certes, une telle vision historique du „Sonderweg“³ et de la société allemande et de la sociologie allemande nous permet d'identifier une sorte de prédisposition collective pour un certain type de vision et de division du monde social que l'on peut caractériser avec Pribram comme „individualisme holiste“ et de comprendre un peu mieux comment et pourquoi le main-stream de la sociologie allemande a pu avoir dès la fin du 19e siècle tendance à niveller les inégalités socio-structurales et à accentuer l'image d'une société sans clivages et sans antagonismes. Mais de l'autre côté, l'objectivation critique et réflexive des spécificités du discours sociologique allemand sur l'inégalité sociale pourra emprunter une voie beaucoup plus empirique et terre à terre en suivant l'hypothèse suivante: Si le main-stream de la sociologie allemande ne cesse de souligner depuis les années 1980 que la société allemande se présente sous une forme de plus en plus déstructurée et nivelée tout en soulignant que les inégalités de fait continuent à exister et à s'accroître même depuis le début des années 1990, ce paradoxe mystérieux s'explique à notre avis par un manque de mise en forme, par l'absence d'un travail de construction et de représentation du monde social et par là par une sorte de nivellement cognitif des représentations du monde social.

Selon cette thèse théorique, on aurait affaire à une sorte de destructuration des schèmes de représentation de l'espace social due à l'absence d'une sémantique du monde social suffisamment cohérente et légitime pour être collectivement partagée, les inégalités sociales existent toujours (tous les sociologues allemands cités sont d'accord là-dessus), mais on ne dispose plus de schèmes de perception et de jugement légitimes. Paradoxalement ou pas, côté allemand on manquerait donc de mots pour „dire“ la vérité du monde social parce qu'il y a trop qui circulent, qui se trouvent en concurrence les uns avec les autres et qui souffrent d'un manque total d'équivalence et de convertibilité réciproques.

Tandis que la société française dispose depuis les années 1950 d'une telle „monnaie courante“ sous forme de catégories socio-professionnelles, l'Allemagne ne connaît aucun modèle de structure sociale sociologiquement pertinent et publiquement reconnu. L'absence d'un tel cadre de référence, d'un tel dénominateur commun pour parler du monde social se trouve à notre avis à l'origine de la cacophonie produite par les représentants du main stream de la sociologie allemande face à la question de l'inégalité sociale.

Le fait qu'il y ait toute une multitude de constructions du monde social et tout un vocabulaire très riche pour parler des groupes sociaux en termes de milieu ou de groupe de style de vie ne constitue guère le problème principal. Ce qui fait défaut, c'est une toile de fond, un cadre de référence collectivement partagé à travers lequel on pourrait communiquer, une sorte d'équivalent général de base institutionnalisé et sanctionné par l'Etat qui lui accorderait un monopole de légitimité. Je pense que les CSP françaises remplissent tout à fait une telle fonction et représentent un système de classification et de catégorisation sociale particulièrement efficace et pertinent, tandis que les catégories statistiques disponibles en Allemagne pour la représentation officielle du monde social appelées „Stellung im Beruf“ semblent s'opposer à de telles fonctions sociologiques et s'inscrire dans une logique purement juridique et bureaucratique. On y distingue entre:

- ouvriers
- employés
- fonctionnaires
- indépendants
- aides familiaux.

³ L'idée du „Sonderweg“ allemand, qui naît au 18e siècle et qui poursuivra sa carrière spectaculaire jusqu'à sa manifestation tragique sous le III.Reich donne à penser que l'Allemagne a connu une voie historique unique en rupture avec le modèle de modernisation et de rationalisation occidental français ou britannique.

et la généalogie de ces catégories nous renvoie jusqu'à la fin du XIXe siècle où elles ont été institutionnalisées par Bismarck dans le cadre de la législation sociale suivant une conception pré-moderne d'une „ständische Ordnung“⁴, ces catégories n'ont plus bougé depuis. Sans aucune pertinence sociologique pour la représentation des inégalités dans les sociétés modernes, ces catégories ont pu survivre grâce à l'inertie historique de la construction de l'Etat providence bismarckien d'un côté et grâce à l'impuissance des experts du monde social de mettre en place un système de représentation du monde social empiriquement saturé et théoriquement pertinent et l'incapacité collective de ces acteurs d'imposer un tel modèle suffisamment cohérent auprès des institutions publiques chargées de livrer l'image la plus officielle du monde social qui soit, à savoir la statistique publique. Quand on entend ou lit bon nombre de sociologues allemands se plaindre des catégories „Stellung im Beruf“ en soulignant leur manque total de pertinence sociologique, il faut leur rendre la critique en soulignant que cette absence de catégories sociologiquement pertinentes nous renvoie bel et bien à leur propre incapacité en tant qu'architectes du monde social. Qui, sinon eux-mêmes, aurait pu et du avoir la compétence et l'intérêt de construire un modèle de société capable de s'imposer comme „common sense of social structure“ (Goffman) et qui sinon eux-mêmes aurait dû élaborer une taxinomie sociologiquement pertinente pour la faire rentrer dans le langage courant?

Bibliographie:

- Beck, U. (1986): *Risikogesellschaft*, Frankfurt.
- Becker, U. et al. (1992): *Zwischen Angst und Aufbruch. Das Lebensgefühl der Deutschen in Ost und West nach der Wiedervereinigung*, Düsseldorf.
- Berger, P.A. (1988): Die Herstellung sozialer Klassifikationen: Methodische Probleme der Ungleichheitsforschung, in: *Leviathan*, 4, S. 501-520.
- Bourdieu, P. : *La distinction*, Paris, Seuil, 1979.
- Desrosières, A./Thévenot, L. (1988): *Les catégories socioprofessionnelles*, Paris.
- Geißler, R. (1994): *Soziale Schichtung und Lebenschancen in Deutschland*, Stuttgart.
- Gross, P. (1997): *Multioptionsgesellschaft*, Frankfurt.
- Hradil, S. (1987): *Sozialstrukturanalyse in einer fortgeschrittenen Gesellschaft*, Opladen.
- Leibfried, St. et Leisering, L. (1995): *Zeit der Armut*, Frankfurt.
- Lepsius, M.R. (1974): Sozialstruktur und soziale Schichtung in der Bundesrepublik, in: Löwenthal, R. et al. (Ed.): *Die zweite Republik*, 263-288, Stuttgart.
- Lütke, A. (1993): *Eigen-Sinn. Fabrikalltag, Arbeitserfahrung und Politik vom Kaiserreich bis in den Faschismus*, Hamburg.
- Marx, K. (1974a): Kritik der Hegel'schen Rechtsphilosophie, in: *MEW*, Bd. 1, Berlin.
- Schelsky, H. (1979): Die Bedeutung des Schichtungsbegriffes für die Analyse der gegenwärtigen Gesellschaft, in: ders.: *Auf der Suche nach Wirklichkeit. Gesammelte Aufsätze*, München, S. 326-332.
- Schultheis, F. et al. (1995): Repräsentationen des sozialen Raums. Zur Kritik der soziologischen Urteilskraft, In: *Berliner Journal für Soziologie*, 97-119.
- Schultheis, F. (1997): Sinn für Unterscheidung. Ein Gesellschaftsspiel, In: *Neue Rundschau*, 108. Jg., 24-36.
- Schultheis, F. (1997): Deutsche Zustände im Spiegel französischer Verhältnisse. Nachwort zur deutschsprachigen Ausgabe von: Bourdieu, P. et al.: *Das Elend der Welt*, Universitätsverlag, Konstanz, 827-838.
- Schultheis, F./Paugam, S.: Naissance d'une sociologie de la pauvreté, In: Schultheis, F./Paugam, S. (Eds.): *Georg Simmel: Les pauvres*, Paris 1998.
- Schulze G. (1993): *Die Erlebnisgesellschaft. Kultursoziologie der Gegenwart*, Frankfurt.
- SINUS-Lebensweltforschung (1992): *Das neue Arbeitsmilieu in Westdeutschland*, Heidelberg.
- Vester, M. et al. (1993): *Soziale Milieus im gesellschaftlichen Strukturwandel*, Köln.
- Zopf, F. (1955): Die statistische Erfassung des Berufes und der sozialen Stellung für ökonomische und soziologische Untersuchungen, in: *Allgemeines Statistisches Archiv*, Bd. 39, S. 305-311.

⁴ Avec „ständische Ordnung“, Max Weber désigne un ordre social pré-moderne caractérisé par des catégories sociales fermées attribuées aux individus par le lien de sang. Dans un sens plus large, „ständische Ordnung“ se réfère à une structure sociale attribuant aux différentes catégories sociales un statut juridique spécifique durable, allant de pair, comme dit Weber, avec un „habitus global“ (Gesamthabitus) particulier.